



HAL
open science

**LA DIALECTIQUE DES ALLIANCES “
OPPOSITION-POUVOIR ” ET “
POUVOIR-OPPOSITION ” EN AFRIQUE
CENTRALE : APPROCHE D’ANALYSE D’UNE
RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE
ACTUEL AU CONGO-BRAZZAVILLE Par Brice
Arsène MANKOU Sociologue, Chercheur associé au
Dysolab, Enseignant à Sciences Po-Reims**

Brice Arsène Mankou

► **To cite this version:**

Brice Arsène Mankou. LA DIALECTIQUE DES ALLIANCES “ OPPOSITION-POUVOIR ” ET “ POUVOIR-OPPOSITION ” EN AFRIQUE CENTRALE : APPROCHE D’ANALYSE D’UNE RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE ACTUEL AU CONGO-BRAZZAVILLE Par Brice Arsène MANKOU Sociologue, Chercheur associé au Dysolab, Enseignant à Sciences Po-Reims. 2021. hal-03177041

HAL Id: hal-03177041

<https://normandie-univ.hal.science/hal-03177041>

Preprint submitted on 22 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LA DIALECTIQUE DES ALLIANCES « OPPOSITION-POUVOIR » ET « POUVOIR-
OPPOSITION » EN AFRIQUE CENTRALE : APPROCHE D'ANALYSE D'UNE
RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE ACTUEL AU CONGO-
BRAZZAVILLE**

Par Brice Arsène MANKOU
Sociologue, Chercheur associé au Dysolab,
Enseignant à Sciences Po- Reims

Dans sa longue marche vers la Démocratie, l'Afrique fait souvent l'expérience des conflits armés qui naissent un peu partout sur le continent. Au centre de ces conflits, figure en bonne place la dialectique des alliances « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition » qui mine la sous région Afrique Centrale. Le cas du Congo-Brazzaville est une parfaite illustration de cette dialectique « ami-ennemi » qui a caractérisé pendant plusieurs années les relations entre Denis Sassou-Nguesso, actuel Chef de l'Etat congolais et Bernard Kolelas, ancien premier ministre de Pascal Lissouba, son ami et ennemi d'hier.

Notre analyse portera donc sur l'alliance Sassou-Kolelas avant la guerre civile de 1993-1994 et leur discorde intervenue après les guerres civiles de 1997 et 1999.

Il s'agit de démontrer comment les alliés d'hier sont devenus adversaires avant de s'allier de nouveau. D'une manière générale, comment passe-t-on en Afrique Centrale d'une alliance avec le pouvoir à l'opposition au pouvoir ?

Quels sont les mécanismes qui interviennent dans le jeu des alliances qui se font et se défont au gré des intérêts personnels et partisans des acteurs politiques ?

I – Contexte d'émergence des alliances politiques en Afrique Centrale

En Afrique Centrale, les alliances qui se nouent entre acteurs politiques se fondent non pas sur des contenus idéologiques et programmatiques, mais sur les intérêts personnels des leaders politiques quelles que soient leurs tendances.

Les périodes électorales, les conflits armés demeurent souvent des contextes propices pour faire et défaire les alliances avec tel ou tel autre leader. Au Congo-Brazzaville, après l'élection de Pascal Lissouba en 1992, Bernard Kolelas va s'allier à Denis Sassou-Nguesso mécontent du partage des portefeuilles ministériels pour déstabiliser le régime de Pascal Lissouba. L'alliance Kolelas-Sassou dénommée « URD-PCT » se voulait être le « socle de l'unité nationale »¹, mais les congolais savaient qu'ils devaient se préparer au pire.

En 1993, les partisans de Bernard Kolelas et ceux de Pascal Lissouba, alors Chef de l'Etat, vont s'affronter et la guerre civile de 1993 va commencer, opposant les « Ninjas »² de Kolelas à la milice « Zoulou »³ de Pascal Lissouba. L'alliance Kolelas-Sassou en vérité, va être

l'alliance des « perdants » de l'élection présidentielle de 1992. Celle-ci n'avait qu'un objectif : la conquête ou la reconquête du pouvoir perdu par la voie des urnes.

C'est pourquoi, le contexte d'émergence des naissances des alliances « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition » en Afrique Centrale se fondent non pas sur les rapports de force, ni le combat des idées, mais sur la question centrale de la conquête du pouvoir. S'allier en Afrique Centrale, ce n'est pas constituer une force politique comme cela se fait dans les grandes démocraties (américaines et françaises), mais s'allier, c'est déstabiliser et combattre soit le pouvoir en place ou l'opposition pour conquérir le pouvoir.

D'ailleurs, un adversaire politique, un opposant en Afrique est souvent considéré comme un ennemi.

Un autre levier sur lequel les acteurs politiques en Afrique Centrale s'appuient pour s'allier est la tribu et l'ethnie « l'instrumentalisation de l'ethnie par les politiques en Afrique a fait naître le tribalisme qui apparaît de nos jours comme l'une des sources des guerres civiles et ethniques ... »⁴

Plusieurs alliances entre acteurs africains se nouent aussi à partir de l'ethnie, la tribu, la région considérées pourtant comme des « entités culturelles »⁵, les ethnies sont souvent instrumentalisées et manipulées par les acteurs politiques, c'est le cas du MCDDI⁶ de Bernard Kolelas qui regroupent les partisans de la tribu « Laari »⁷, l'UPADS⁸ de Lissouba dont les partisans sont originaires du Niaris de la Bouenza et de la Lekoumou (Nibolek)⁹ et les partisans du PCT¹⁰ de Denis Sassou-Nguesso qui comptent en son sein les ressortissants du Nord du pays.

Mais quelles sont les causes de ces alliances « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition » au Congo-Brazzaville ?

II – Les causes des alliances « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition » au Congo-Brazzaville

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les motivations des alliances entre acteurs politiques.

II.1 – « La politique du ventre »

Dans son livre, l'Etat en Afrique. La politique du ventre, Jean-François Bayart¹¹ estime que la politique du ventre, cette expression camerounaise, « renvoie à une conception de l'Etat perçu comme le lieu d'accès aux richesses, aux privilèges, au pouvoir et au prestige pour soi et pour les membres de son clan ... »

Pour le cas du Congo-Brazzaville, cette « politique du ventre » appelée « boukoutage »¹² a permis à Bernard Kolelas opposant au régime actuel de Denis Sassou-Nguesso de rentrer au Congo, suite au décès de son épouse Jacqueline Kolelas et de s'allier de nouveau à son ennemi d'hier l'actuel Président Sassou-Nguesso.

Pour marquer leur alliance, son parti le MCDDI s'allie au PCT de Denis Sassou-Nguesso. Elu député en même temps que deux de ses fils Guy Parfait et Landry Kolelas, le célèbre opposant, Bernard Kolelas redevient l'allié de Sassou-Nguesso, qu'il ne cessait de critiquer pendant son exil aux USA, en Côte d'Ivoire et au Mali. Comment dans ces conditions,

redonner confiance aux congolais qui s'abstiennent, qui n'ont plus confiance aux hommes politiques ? Comment crédibiliser une opposition lorsqu'on sait que Bernard Kolelas avait fait trois tentatives de retour au pays à partir de Kinshasa, à qui Denis Sassou-Nguesso avait opposé une fin de non recevoir ? Qui aurait cru qu'un Kolelas s'alliera à Sassou ? Autant de questions que les Congolais et les observateurs de la vie politique se posent toujours.

II.2 – L'absence d'idéologie et de programmes des partis politiques.

L'Afrique Centrale foisonne de partis politiques, mais beaucoup parmi ces partis n'ont pas d'idéologie, de programme à tel point que les leaders politiques sont corruptibles.

La politique dans nos pays est « l'affaire de ceux qui ont échoué dans leurs vies professionnelles et qui ont trouvé un abri sûr dans la politique, qu'ils considèrent comme le lieu d'accès aux richesses et aux privilèges » pour reprendre l'expression de Jean-François Bayart.

Le commun des africains assimile la politique en Afrique au mensonge, alors qu'il demeure un champ noble de gestion de la chose publique. Les acteurs politiques dont les partis n'ont pas d'idéologie montrent bien qu'ils aient besoin de formation et de culture politique.

II.3 – La conception confuse de l'idée même de la politique par les leaders des partis politiques.

Au Congo-Brazzaville, les motivations de ceux qui créent des partis politiques ne résident pas dans la recherche de l'amélioration du quotidien des congolais, mais à la course effrénée aux privilèges. Pour une population d'au moins 3 millions d'habitants, le Congo compte près de 20% de partis politiques. Lorsqu'on interroge les leaders de ces partis, aucun programme, aucune idéologie susceptible de sortir le Congo du chaos n'est proposée. Au point où les Congolais affirment souvent : « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition », c'est la même classe politique qui dirige le Congo depuis l'indépendance. C'est d'ailleurs le même constat que fait Rémy Bazenguissa¹³ dans son ouvrage : Les voies du politique, lorsqu'il écrit « la restitution d'un demi-siècle de luttes entre acteurs qui n'ont cessé de tenir un rôle important : leurs positions, leurs trajectoires, leur influence sur les milieux religieux, militaires, politiques et ethniques... ».

II.4 – La misère et la corruption.

Le terrain politique congolais est marqué par un système mafieux fait de corruption et de misère. Dans ce contexte, les politiques jouent sur la misère des populations pour corrompre. Cette corruption touche aussi bien les acteurs et les leaders politiques. C'est le cas du Pouvoir de Sassou qui a corrompu Kolelas et Kolelas qui s'est abaissé en allant frapper à la porte du pouvoir après son exil au Mali.

III – Conséquences des alliances souvent contre nature

Le Congo Brazzaville a souvent été le théâtre d'affrontements armés ayant pour base la question d'alliances et de mésalliances entre leaders politiques.

A titre d'exemple, avant l'élection de 1992, Bernard Kolelas s'allie avec Denis Sassou-Nguesso. En 1992, Denis Sassou-Nguesso s'allie avec Pascal Lissouba. En 1993, Pascal

Lissouba dénonce son alliance avec Denis Sassou-Nguesso. Et en 1997, en pleine guerre civile Bernard Kolelas s'allie avec Pascal Lissouba pour faire un front anti Denis Sassou-Nguesso. Actuellement, Bernard Kolelas, actuel député à l'Assemblée Nationale est en alliance avec Denis Sassou-Nguesso.

Pour Patrice Yengo¹⁴ qui reprend l'expression de Pascal Lissouba « chacun aura sa part. La conférence nationale a ouvert la voie du pluralisme politique et aux premières consultations libres. Mais de parades militaires en coups d'états successifs, ce pays a sombré de 1993 à 2002 dans une longue guerre civile où chacun des principaux belligérants est soutenu par des milices armées... »

En effet, les alliances rompues ont entraîné une flambée de violence et de guerres civiles.

III.1 – La guerre civile de 1993 – 1994

La guerre civile de 1993-1994 que certains politiques comme Pascal Lissouba avait qualifié de « bêtise humaine » avait fait près de 2 000 morts. Celle-ci opposa deux milices : Ninjas et Cocoyes appuyées par l'armée gouvernementale sous le contrôle de Pascal Lissouba, ancien Chef d'Etat. Sassou, allié de Kolelas prit parti pour lui, et tant bien que mal mit fin à cette guerre, la première qui fut déclenchée, un an seulement après son élection.

III.2 – La guerre civile de 1997-1999

Kolelas étant en froid avec Sassou, s'allia avec Lissouba qui le nomma premier ministre. Au cours de la crise déclenchée le 5 juin 1997 à Brazzaville, Kolelas s'improvisa « médiateur » national de la crise. Un médiateur qui s'allia à Lissouba pour empêcher Sassou de reconquérir le pouvoir. Du 05 juin 1997 au 15 octobre 1997, Sassou-Nguesso parvint à s'imposer par la force, provoquant ainsi l'exil forcé de Pascal Lissouba et Bernard Kolelas. Après près de dix ans d'exil, Kolelas s'allie de nouveau à Sassou.

A ces deux principales conséquences, il faut néanmoins ajouter :

- Le non-respect des droits humains
- L'intolérance
- La mauvaise gouvernance
- Le tribalisme par l'instrumentalisation de l'ethnie qui selon le professeur Dominique Ngoïe-Ngalla¹⁵ «est un état fragile qui reste en permanence exposé à l'explosion des violences des pluralismes qui s'adaptent mal ».

IV – Quelles approches d'analyse de la recomposition actuelle du paysage politique au Congo-Brazzaville.

Le retour de Kolelas au bercaïl a été non sans conséquence politique. En signant l'accord PCT-MCDDI qui le lie à Denis Sassou-Nguesso, c'est la remise en cause du statut de l'opposition.

IV.1 – Une opposition désormais non crédible

Bernard Kolelas, dont les espoirs de l'opposition intérieure essoufflée, se reposait a déçu plus d'un leader politique. Beaucoup de ceux qui avaient adhéré au MCDDI, le parti qu'il créa en 1990 avaient démissionné, ne comprenant pas le revirement des convictions de leur chef de file passant du statut d'opposant à celui d'allié de Denis Sassou-Nguesso.

Aujourd'hui, l'opposition au Congo-Brazzaville est l'ombre d'elle-même. A la suite de Kolelas, beaucoup d'autres acteurs politiques sont rentés au bercail et parmi eux Victor Tomba-Tomba, Christophe Moukoueke, proches de Pascal Lissouba toujours en exil, ont été élus députés. Quant à Joachim Yhomby-Opangault, ancien chef d'état congolais, il est de retour au Congo-Brazzaville depuis quelques jours.

Les alliances et mésalliances ne sont pas monnaie courante qu'au Congo. Au Gabon, le Père Mba Abessole, farouche opposant du régime d'Omar Bongo Ondimba est aujourd'hui Ministre d'Etat du Président Bongo.

En Côte d'Ivoire, Guillaume Sorro a troqué sa veste d'opposant à Laurent Gbagbo contre un porte feuille de ministre.

La question que nous pouvons dès lors nous poser est celle de savoir si ces alliances sont une réelle volonté d'ouverture de celui qui est au pouvoir face à l'opposition, ou une stratégie d'affaiblissement d'une opposition qui en Afrique s'oppose à tout ?

Sous la 5^{ème} République en France, Nicolas Sarkozy, Président des français vient de faire une grande politique d'ouverture vis à vis du Parti Socialiste français et du Modem (Mouvement pour la Démocratie) de François Bayrou. Est-elle une réelle volonté d'ouverture ou un débauchage dans le seul but d'affaiblir l'opposition ?

L'enjeu des alliances politiques est une véritable stratégie des leaders.

IV.2 – Les partisans de Kolelas ont été trahis.

Beaucoup de partisans de Kolelas se disent déçus et se sentent trahis par l'attitude de leur leader qui a privilégié ses intérêts personnels et ceux de sa famille au détriment de ses partisans.

IV.3 – Le pouvoir de Denis Sassou Nguesso conforté.

Pour le pouvoir qui estime que cette nouvelle alliance avec Bernard Kolelas est la marque d'une politique d'ouverture, aux yeux de la communauté internationale qui a épinglé ce gouvernement sur la situation des droits humains marqués par l'exil de plusieurs acteurs de l'opposition, le pari a été particulièrement réussi. Il s'est mis en règle avec la communauté européenne et a mis à genoux l'opposition du pays.

En définitive, on peut affirmer que l'instabilité politique en Afrique Centrale se joue autour de cette dialectique « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition ». Pour que l'opposition garde son identité et que le pouvoir joue son rôle, la société civile doit être une des alternatives crédibles au service du peuple. Pour le cas du Congo-Brazzaville, la société civile

doit jouer son rôle pour éclairer le peuple « désabusé » et qui n'a plus de recours, puisque « opposition-pouvoir » et « pouvoir-opposition, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Même si le professeur Elikia M'Bokola¹⁶, défend l'Afrique dans son article intitulé : Sommet Afrique France, une autre vision de l'Afrique, lorsqu'il écrit : « ... l'Afrique a mis en branle un processus de son émancipation. Ce continent possède une grande capacité de surprendre dont il pouvait administrer les preuves dans un proche avenir ».

Pour nous, l'émergence d'une nouvelle classe politique au Congo-Brazzaville demeure une des priorités. Sans cette nouvelle génération d'hommes et de femmes capables de sortir le pays du chaos, nous serons toujours aux frontières de la Démocratie pour reprendre l'expression de Guy Hermet¹⁷. Plutôt que d'être aux frontières de la Démocratie, le Congo doit entrer en Démocratie.

Comme le disait Hanna Harent¹⁸ dans son livre Qu'est ce que la Politique ? : « Parmi les préjugés de la politique, il y a :

- la peur : La peur que l'humanité puisse être elle-même balayée du monde à cause de la politique
- la domination bureaucratique
- l'idée que la politique dans son fond est un tissu de mensonges et d'impostures aux jeux d'intérêts sordides et d'une idéologie sordide.

Par conséquent, si la politique, en tant que science noble de gestion de la cité n'attire plus de vocation en Afrique, c'est précisément à cause des mensonges, des impostures dus aux alliances contre nature auxquels les politiques africains se livrent.

¹ URD- PCT : Union du Renouveau Démocratique (URD), cartel de partis proches de Bernard Kolelas – PCT (Parti Congolais du Travail, parti au pouvoir et parti de Denis Sassou-Nguesso, actuel Chef de l'Etat Congolais

² « Ninjas » ; Nom des miliciens armés de Bernard Kolelas

³ « Zoulou » : Nom des miliciens armés de Pascal Lissouba
« Cobras » : Nom de la milice de Sassou-Nguesso

⁴ Brice Arsène Mankou « Le tribalisme, une des sources de violence politique et ethnique en Afrique » in Revue Afrique-Azur et Site de la Renaissance africaine (RENAF)

⁵ Dominique Ngoïe-Ngalla, Congo-Brazzaville : le retour des ethnies, la violence identitaire, éd. Multipoint, Abidjan, 1999

⁶ MCDDI, le parti de Bernard Kolelas, Mouvement congolais de la Démocratie et le Développement Intégral

⁷ Laari : Ethnie et langue de la région du Pool dont Bernard Kolelas est originaire

⁸ UPADS (Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale), le parti de Pascal Lissouba, toujours en exil en France.

⁹ Nibolek : néologisme créé au lendemain de la guerre civile de 1993 pour désigner les ressortissants des régions du Niari, de la Bouenza et de la Lekoumou. Terme qui consiste à désigner les originaires de la même région que Pascal Lissouba.

¹⁰ PCT : Parti actuellement au pouvoir dont le leader est Denis Sassou-Nguesso

¹¹ Jean-François Bayart, L'Etat en Afrique. La politique du ventre, éd. Fayard 1989, 439p.

¹² « Boukoutage » : expression utilisée au Congo et qui désigne « bouffer », « manger ». « Le boukoutage », c'est cette action de participer à l'action du pouvoir en répondant à cette politique du ventre.

¹³ Rémy Bazenguissa-Ganga, Les voies du politique, éd. Karthala, 1997, 460 p.

¹⁴ Patrice Yengo, La guerre civile du Congo-Brazzaville 1993-2002, « chacun aura sa part », éd. Karthala, nov. 2006, 448 p.

¹⁵ Dominique Ngoïe-Ngalla, op cit.

¹⁶ Elikia M'Bokolo, XXXIIIème sommet d'Afrique, une autre vision de l'Afrique, in Diplomatie française.

¹⁷ Guy Hermet, « Frontières de la Démocratie », éd. Sciences Pô, 1983.

¹⁸ Hanna Harent, Qu'est-ce que la politique ? éd. Seuil, 1993 – 215p.